



Pays andins et Cuba

N°15 – Avril 2019

Région

 2018^E – Population : 152 M

PIB : 914 Mds USD

Marché	Derniers cours	Var. hebdo. (%)	Var. annuelle (%)
Pétrole (USD / baril WTI)	65,9	3,0%	-4%
Zinc (USD / t)	2857,0	-3,0%	-12%
Cuivre (USD / t)	6437,0	-0,1%	-8%
Nickel (USD / t)	12335,0	-5,9%	-13%
USD/COP	3218,3	4,0%	14%
USD/PEN	3,3	0,7%	3%
EUR/VES (taux BCV)	5832,4	56,3%	

Note : les variations positives du taux change indiquent une dépréciation de la monnaie locale

La Cepal abaisse ses perspectives de croissance pour le sous-continent en 2019.

A l'image du FMI et de la Banque mondiale, l'organisation issue des Nations Unies attribue la baisse de sa prévision à la récession plus forte que prévue au Venezuela, et dans une moindre mesure à la croissance plus modérée attendue au Brésil et au Mexique.

Pays / Région	Nouvelle prév. 2019 (%)	Ancienne prév. 2019 (%)
<i>Amérique latine & Caraïbes</i>	1,3%	1,7%
<i>Argentine</i>	-1,8%	-1,8%
<i>Brésil</i>	1,8%	2,0%
<i>Chili</i>	3,3%	3,3%
<i>Mexique</i>	1,7%	2,1%
Bolivie	4,3%	4,3%
Colombie	3,3%	3,3%
Equateur	0,4%	0,9%
Guyana	4,6%	4,6%
Pérou	3,6%	3,6%
Suriname	2,8%	2,8%
Venezuela	-16,0%	-10,0%

Bolivie

 2018^E – Population : 11 M

PIB : 42 Mds USD

Les travailleurs de la construction de l'autoroute Rurrenabaque-Riberalta à Beni (580 MUSD) se sont emparés des installations de la China Railway Construction Corporation (CRCC).

Ils dénoncent des conditions de travail et de vie précaires, l'absence de service de santé, de logement adéquat sur place et de contrat de travail. Les dirigeants syndicaux et la Confédération Syndicale des Travailleurs de la Construction de la Bolivie défendent toutefois l'entreprise qui déclare ne pas être en faute. Le vice-ministre du Travail a quant à lui indiqué que CRCC a déjà fait l'objet de sanctions par le passé.

Des accords en matière énergétique entre la Bolivie et l'Argentine sont conclus lors de la visite présidentielle d'Evo Morales à Buenos Aires.

Evo Morales et Mauricio Macri ont confirmé un mémorandum d'entente qui permet à YPF, l'entreprise publique de gaz bolivienne, de commercialiser directement du gaz naturel en Argentine. Les deux chefs de l'État ont également confirmé l'habilitation de l'entreprise publique d'électricité bolivienne ENDE pour opérer dans le système électrique argentin.

Colombie

 2018^E – Population : 46 M

PIB : 337 Mds USD

Les arrivées de migrants vénézuéliens bouleversent le paysage locatif.

Selon la fédération immobilière Fedelonjas, ces arrivées massives ont entraîné une forte demande de logements modestes (*estratos* 1 et 2), aboutissant à une hausse des loyers de ces biens. Une forte proportion de ménages colombiens résidant dans ces *estratos* aurait dès lors opté, à loyer équivalent, pour déménager vers des biens de plus haut standing, en *estrato* 3. Alors que le loyer moyen a augmenté de 4,51% en g.a. à fin janvier (contre une inflation de 3,15%), Fedelonjas note ainsi que cette hausse supérieure à l'inflation est exclusivement attribuable aux *estratos* 1, 2 et 3, les loyers des *estratos* 4, 5 et 6 étant quasiment stables sur la période.



L'agro-alimentaire, les NTIC et les hydrocarbures tireraient l'emploi des cadres en 2019.

Selon Michael Page, ces trois secteurs devraient également offrir les conditions de rémunération les plus dynamiques. Le cabinet évalue ainsi le salaire mensuel moyen en 2019 d'un directeur d'usine agro-alimentaire de taille intermédiaire à 10 MCOP (2800 EUR), celui de PDG d'une ETI dans le secteur de l'énergie à 20 MCOP (5700 EUR) et celui d'un développeur informatique à 8 MCOP (2300 EUR).

Cuba

2018^E – Population : 12 M

PIB : 96 Mds USD

Washington annonce l'activation du titre III de la Loi Helms-Burton et la mise en place de nouvelles mesures restrictives. Le Secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a annoncé mercredi 17 avril l'activation complète du titre III de la Loi Helms-Burton à partir du 2 mai prochain. Promulguée en 1996, la loi Helms-Burton codifie l'embargo originel de 1962, notamment les transactions financières et élargit la portée extraterritoriale de ces dispositions. Systématiquement suspendu tous les 6 mois par les présidents américains depuis 1996, son titre III ouvre à tout citoyen américain propriétaire de biens confisqués pendant la révolution la possibilité d'introduire une demande en dommages et intérêts auprès d'une cour américaine à l'encontre de toute personne « trafiquant » avec ces biens spoliés. L'Union Européenne et le Canada ont rappelé l'application extraterritoriale de ces mesures considérées comme contraires au droit international et indiqué « examiner toutes les options » pour protéger leurs intérêts sur l'île. En parallèle, de nouvelles mesures ont été annoncées par le Conseiller de sécurité nationale John Bolton portant sur la restriction des voyages américains non familiaux, la limitation des transferts d'argent vers Cuba (maximum 1000USD par trimestre et par personne), et l'élargissement de la liste « noire » des sociétés cubaines avec lesquelles toute transaction financière est interdite.

L'emploi à Cuba en chiffres.

D'après les statistiques du Ministère du travail et de la sécurité sociale, Cuba enregistrait, fin 2018, **4,5 millions** de personnes exerçant une activité professionnelle, dont **1,4 millions** dans le secteur « non étatique », y compris les coopératives et les usagers des terres. Les *cuentalpropistas* (auto-entrepreneur sans personnalité juridique) en particulier auraient atteint **588 000 personnes**, soit 9,9% de plus qu'à la fin 2016, représentant actuellement 42% du secteur non étatique. Avec un **taux de chômage de 1,7%**, le nombre de chômeurs s'élève à **76 400** (+1,5% par rapport à 2017). Le Ministère a également précisé qu'environ **567 000** personnes aptes à travailler étaient sans occupation, tout en mentionnant le faible niveau des salaires comme la cause première de ce phénomène. A Cuba le salaire moyen s'élevait à 767 CUP en 2017, équivalent à environ 30 USD.

Equateur

2018^E – Population : 17 M

PIB : 107 Mds USD

Nouveau crédit de 500 MUSD.

La BID a approuvé un crédit d'aide budgétaire de 500 MUSD dont l'objectif est d'abonder les réserves de la Banque Centrale et de financer des programmes sociaux visant les populations vulnérables. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un accord global avec le FMI et les multilatéraux (10,2 mds USD sur 3 ans) qui a pour objectif de rétablir l'équilibre fiscal et l'équilibre des fondamentaux macroéconomiques afin de relancer la croissance sur de bases saines.

Dégradation du marché de l'emploi.

Le taux de la population active occupée est passé en un an de 41,1% de la population active à 37,9% de la population active, soit une perte de 261 000 emplois entre mars 2018 et mars 2019. Le chômage s'établit à 4,6% de la population active en mars 2019 (contre 4,4% en mars 2018).

Pérou

2018^E – Population : 33 M

PIB : 229 Mds USD

Le ministre des Transports et des Communications (MTC) et le ministre du Logement, Construction et Assainissement (MVCS) démissionnent.

Le 14 avril Edmer Trujillo (MTC), ministre proche du Président, démissionne à la suite des questionnements sur sa capacité de gestion notamment en matière de contrôle du transport public informel de passagers (accidents tragiques de bus interurbains). Ce même jour, Carlos Bruce, à la tête du MVCS depuis un mois mais pour la 3ème fois de sa carrière, a démissionné en raison d'une enquête à son encontre sur des irrégularités dans l'adjudication de travaux publics de la ville de Chiclayo alors qu'il était ministre. Les successeurs de ces 2 ministres n'ont toujours pas été nommés.

L'ex-président Alan García se suicide au moment de son arrestation pour son implication dans le scandale Odebrecht.

La police accompagnée du procureur est venue arrêter M. Garcia à son domicile le 17 avril afin de l'incarcérer de manière préliminaire pour une durée de 10 jours. L'arrestation faisait suite aux dernières révélations sur les pots de vin versés par Odebrecht à ses plus proches collaborateurs, alors qu'il était Président du Pérou, pour obtenir l'adjudication de la construction de la ligne 1 du métro de Lima. Son dossier judiciaire s'éteint mais l'enquête contre ses prête-noms continue.

**L'ex-représentant d'Odebrecht au Pérou déclare au parquet péruvien que Graña y Montero (GyM) a contribué aux pots de vin versés.**

Ce « collaborateur efficace » a révélé que GyM, leader du BTP péruvien et partenaire de consortium d'Odebrecht, a participé aux malversations en remboursant à la firme brésilienne 3 MUSD pour les pots de vin versés afin de remporter l'adjudication de la construction de la ligne 1 du métro de Lima. Face à ces révélations, le maire de Lima s'apprête à annuler un contrat gagné par GyM pour la construction d'une autoroute urbaine à Lima. Signalée également dans l'affaire de corruption du « Club de la construction » (Cf brèves n° 8 de 2019), GyM subit une dégradation de son image et en l'espace de 5 ans, la valeur de son action à Wall Street a dévissé de 81%.

Venezuela**2018^E – Population : 32 M****PIB : 96 Mds USD****Nouvelles sanctions américaines à l'encontre des secteurs financier et pétrolier.**

Le Trésor américain a imposé des sanctions à l'encontre de la Banque centrale du Venezuela (BCV) et de sa directrice, Iliana Josefa Ruzza Teran. Des exemptions seront accordées aux transferts privés et aux transactions liées à l'aide humanitaire et aux cartes bancaires. Par ailleurs, l'OFAC a rajouté sur sa liste des entités sanctionnées, des entreprises de transport maritime immatriculées au Libéria (JENNIFER NAVIGATION LTD, LIMA SHIPPING CORP., LARGE RANGE LTD) et en Italie (PB TANKERS S.P.A) ainsi que leurs neuf pétroliers. Les Etats-Unis accusent ces sociétés maritimes d'avoir transporté du pétrole vers Cuba.

Le Canada sanctionne 43 dirigeants chavistes.

Le gouvernement canadien accuse ces responsables chavistes d'atteinte aux institutions démocratiques, de persécution de l'opposition et de contribution à la détérioration de la situation économique. Ces personnalités se rajoutent à la liste des 70 responsables chavistes déjà sanctionnés par le Canada.

L'entreprise nationale pétrolière (PDVSA) importe du pétrole léger du Nigéria.

L'accélération de la chute de la production pétrolière suite aux sanctions américaines et aux coupures de courant, oblige PDVSA à importer du pétrole léger du Nigéria (environ 1 million de barils *Sweet Agbami*). Ce pétrole léger est mélangé au brut lourd pour produire du Merey 16.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) envoie sa première cargaison d'aide humanitaire.

Ce premier chargement de 24 tonnes comprend du matériel médical, des médicaments (dont des antibiotiques) et 14 groupes électrogènes pour équiper huit hôpitaux et une trentaine de centres médicaux.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Pays andins et Cuba
Revu par : Anabel SAEZ

Version du 25 avril 2019